

Nous sommes heureux de publier un nouvel article de notre distingué collaborateur D.-A. F.

Ce n'est pas tout de tailler, il faut recoudre

Chaque fois que nos socialistes minoritaires apprennent qu'une émeute a éclaté à Berlin ou à Essen et qu'on a crié : Vive la République à Munich ou à Brême, leur âme s'épanouit de joie. Ils oublient aussitôt les atrocités que ces futurs républicains ont commises chez nous, et ils gardent toutes leurs colères pour nos ministres et nos officiers qui ont l'âme assez noire pour se défier encore des Boches et pour ne pas leur pardonner leurs méfaits. Le raisonnement de nos Bolcheviks peut se résumer ainsi : Ce sont les dynasties qui font les guerres ; ce sont les républicains qui les font cesser. Une monarchie ou un empire sont belliqueux ; une république est pacifique. Le jour où les Boches seront en république, ils deviendront incontinent des modèles de douceur, de franchise et d'humanité. Et si la république boche est socialiste, il faudra s'allier avec elle, pour remplacer la guerre de peuple à peuple par la guerre intérieure contre les capitalistes, les bourgeois et les propriétaires. A la vérité, ce dernier article n'est adopté que par un petit nombre de pauvres fous qui ont fait leur chemin dans la politique en récitant cette formule et qui se croiraient déshonorés s'ils y changeaient quoi que ce fût. Mais l'ensemble du raisonnement paraît être goûté par le gros du parti socialiste et même par quelques bons républicains. Voyons donc ce qu'il y a de fondé dans le principe qu'il énonce.

I. La guerre a été l'œuvre des peuples plus encore que celle des souverains

Il est certain que les monarchies, du moins les monarchies absolues, peuvent déclarer la guerre du jour au lendemain et qu'il suffit d'un caprice de despote pour désoler l'humanité. Mais une pareille forme de monarchie n'existe plus, ou, si elle existe, elle ne dure pas longtemps. Il n'y avait guère que la Russie qui répondait à cette définition, et on sait ce qu'elle est devenue. Le pouvoir absolu de Lénine ressemble assez à celui du tzar le plus cruel et le plus despotique que la Russie ait connu, Ivan le Terrible ; mais il est peu probable que Lénine, quoique maniaque et à demi-fou, se fasse beaucoup d'illusions sur la durée du carnaval sanglant qu'il dirige depuis quelques mois. Malgré les apparences, ni l'Allemagne, ni l'Autriche, ni même la Turquie n'étaient des monarchies absolues. Le véritable auteur de la guerre n'est pas Guillaume II. Il en reste pleinement responsable, parce qu'il aurait pu l'empêcher et qu'il ne l'a pas fait. Mais il ne l'a déclarée que pour obéir à la pression constante de l'aristocratie germanique, dont il était moins le chef que le fondé de pouvoirs ou le serviteur, aux suggestions des professeurs allemands, qui revendiquaient sans cesse les droits de la race allemande, aux appétits des industriels allemands qui voulaient exploiter l'Europe, à la voracité du peuple allemand, auquel on avait promis sa part du festin. On peut donc dire que c'est l'Allemagne, encore plus que l'empereur, qui a voulu la guerre. Sauf une infime minorité, les socialistes allemands ont été du complot, puisqu'ils ont voté les crédits pour la guerre en juillet et août 1914, et qu'ils ont servi jusqu'au dernier moment les desseins de leur gouvernement en trompant les socialistes français, et en les engageant à provoquer le retrait de nos troupes à 10 kilomètres de la frontière. Pendant toute la durée de la guerre, ils ont servi la politique de leur empereur, en essayant de tourner les socialistes italiens, anglais, ou français. Contre leurs gouvernements respectifs, en soudoyant les socialistes neutres, en provoquant chez les peuples de l'Entente des émeutes et des grèves, et en maintenant dans l'obéissance la plus servile le socialisme germanique. De même en Autriche-Hongrie, le véritable auteur de la guerre n'est point le vieux François-Joseph, qui a été un moment pris de scrupules, et encore moins le jeune empereur Charles I^{er}, qui a eu plusieurs fois le désir et même la volonté de faire la paix, mais qui n'a jamais eu le courage ou la force de briser les résistances. Les vrais coupables sont les bureaucrates de Vienne et les féroces magnats de la Hongrie, comme Tisza ou Andrássy, qui voulaient exploiter l'Orient et asservir les petits peuples au profit de la noblesse autrichienne et de l'aristocratie hongroise. — Je ne parle ni de la Turquie ni de la Bulgarie : Chacun sait que Ferdinand I^{er} a été surtout le complice

du nationalisme fourbe et féroce des terroristes Bulgaro-Macédoniens, et que la Turquie ne serait point entrée dans le conflit sans le fanatisme et la vénalité d'une poignée d'intriguants qui menaient le parti des Jeunes Turcs. Ce n'est assurément pas l'imbécile Mehmed V, abruti par l'alcool et par les femmes, qui a eu l'initiative de la déclaration de guerre à l'Entente. Dans tous ces pays, l'opinion a été d'abord très favorable à la guerre.

II. Le régime républicain en Allemagne ne serait pas nécessairement une garantie de paix.

D'ailleurs, d'une manière générale, on peut dire que les républiques ne sont pas nécessairement plus pacifiques que les monarchies. Il y a des républiques peu belliqueuses, comme l'ont été longtemps les Pays-Bas, tant qu'ils étaient gouvernés par la bourgeoisie, au lieu de l'être par le parti populaire des Orangistes. Mais il y a aussi des républiques guerrières : Le plus grand Empire de l'Antiquité a été fondé par la république romaine, et les empereurs romains ont été beaucoup plus doux pour les peuples conquis que ne l'avaient été les proconsuls républicains. Avant Rome, Athènes et Carthage avaient été toutes deux les capitales d'une vaste « domination ». Et elles ne furent jamais plus avides de conquêtes qu'au temps où le gouvernement était démocratique. Ailleurs, comme à Venise ou à Gènes, c'est l'aristocratie qui était belliqueuse. Le souci du commerce, qui semble d'abord exclure toute préoccupation guerrière, peut au contraire devenir une cause de conflits. Car il y a des guerres commerciales comme il y a des guerres dynastiques, et elles ne sont ni moins fréquentes, ni moins acharnées. Témoignent les querelles des républiques commerciales de Venise et de Gènes au moyen-âge et la longue rivalité de Venise et du Grand Turc au xvi^e et au xvii^e siècles. La Révolution française elle-même, qui commença par « délivrer les peuples voisins de leurs tyrans », finit par reprendre la politique séculaire de la royauté et par conquérir la rive gauche du Rhin, au nom du principe des frontières naturelles ; et d'autre part, le protectorat moral et matériel que le Directoire établit sur les petits pays voisins dont les armées républicaines avaient fait autant de « républiques sœurs » n'était pas partout conforme aux vœux des populations. Enfin chacun sait qu'au xix^e siècle, les Etats-Unis ont conquis sur le Mexique de vastes territoires, sur l'Espagne Cuba, Porto-Rico et les Philippines. Je ne parle pas de notre République qui, en 30 ans, a colonisé la Tunisie, le Tonkin et l'Annam, le Sahara, le Dahomey, le Congo et Madagascar, sans parler du protectorat du Maroc. Il y a, il est vrai, une différence considérable entre les conquêtes des monarchies proprement dites et celles des républiques modernes ou des monarchies constitutionnelles qui sont assimilables aux républiques : c'est que les premières annexent brutalement les petits peuples plus civilisés qu'elles-mêmes, tandis que les autres ne s'en prennent qu'aux populations à demi-barbares et qu'elles sont obligées d'après leurs principes mêmes de leur accorder de grandes libertés, de faire leur éducation morale et politique et de leur donner enfin une indépendance plus ou moins complète. C'est ainsi que Cuba est devenue à peu près indépendante, que notre protectorat pèse très peu sur la Tunisie, et que les Anglais, après avoir vaincu les Boers, se sont contentés d'une suzeraineté lointaine et purement nominale. Au contraire, l'Autriche a brutalement annexé la Bosnie-Herzégovine ; et l'Allemagne se proposait de chasser la population française du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et des Ardennes, pour y installer des colons allemands, comme jadis Salmanazar ou Nabuchodonosor emmenaient en captivité les Juifs pour les remplacer par des colons de Ninive ou de Babylone. Enfin la République française a été obligée de s'installer en Tunisie ou au Maroc, en raison des tentatives de l'Italie et de l'Allemagne d'inquiéter et de menacer, par une prise de possession de l'un et de l'autre pays, nos départements Algériens. Mais il n'en reste pas moins vrai que les républiques, tout en étant généralement plus douces et plus humaines que les monarchies, ne sont pas nécessairement pacifiques.

III. La théorie des nationalités et le Parlement de Francfort

Il y a plus : La fameuse théorie des nationalités, qui a fait couler tant d'encre et tant de sang au xix^e et au xx^e siècles, n'est pas d'origine monarchique. Les anciennes monarchies s'inquiétaient peu de réunir sous un même sceptre des peuples de races et de langues diffé-

rentes, pourvu que l'Etat en devint plus fort ou plus étendu. Les 3 partages de la Pologne en 1772, 1793 et 1795, le prouvent suffisamment, ainsi que les agrandissements successifs de la Russie et de l'Autriche. Le roi de Prusse, les impératrices d'Autriche et de Russie, qui comptaient de concert cet odieux brigandage qu'on appelle le partage de la Pologne, ne se préoccupèrent nullement des conséquences que pouvait avoir pour la solidité de leurs Etats l'incorporation d'un peuple étranger. L'Autriche était déjà une mosaïque de populations hétérogènes, ainsi que la Russie, et ne paraissait pas en souffrir. Le Congrès de Vienne qui, en 1815, refit la carte de l'Europe, ne l'en inquiétait pas davantage. Il donne des centaines de mille âmes à tel ou tel Etat, sans s'occuper des vœux ou des affinités des populations, comme s'il s'était agi de troupeaux. Le fameux Metternich faisait même la théorie du système : « Mes peuples, » disait-il à un ambassadeur, sont antipathiques les uns aux autres. Tant mieux : ils ne prennent pas les mêmes maladies en même temps. Je mets des Hongrois en Italie et des Italiens en Hongrie. Chacun garde ses vices, ses passions, ils ne se comprennent pas, ils se détestent. De leurs antipathies naît l'ordre et de leur haine réciproque la paix générale. » Et de fait l'Autriche est restée jusqu'à la fin fidèle à ce principe. En 1849, elle a triomphé des Hongrois révoltés grâce aux Croates et aux Russes ; en 1848, elle a vaincu les Piémontais, grâce aux Allemands et aux Croates. Mais l'Empereur d'Autriche, victorieux des Hongrois en 1849, a dû leur sacrifier dès 1867 les peuples Slaves, comme il sacrifiait aux Allemands d'Autriche les Tchèques, les Slováques et les Italiens. A la fin, l'Empire Austro-Hongrois s'est écroulé sous la poussée de ces nationalités qu'il avait essayé pendant si longtemps de contenir, d'asservir ou d'absorber. C'est que le principe des nationalités, même s'il est d'origine littéraire, finit par intéresser le peuple tout entier. Napoléon I^{er} n'en a pas vu l'importance ou ne l'a dévinée que trop tard. Et pourtant ce sont ses armées qui l'ont importé en Allemagne et même en Italie, ou du moins qui l'y ont développé dans le peuple. Jusque-là il y avait bien chez les professeurs ou écrivains allemands et italiens des antipathies ou des jalousies contre l'influence française, ainsi que des souvenirs de la splendeur passée de leur pays. Mais il a fallu la conquête française pour que la communauté des souffrances donnât au peuple la notion de son unité. D'autre part le dogme révolutionnaire de la souveraineté populaire, qui était à la base de notre droit politique depuis 1789, impliquait aussi l'indépendance politique de chaque peuple. Les littérateurs et les philosophes ont tiré de tout cela la théorie des nationalités. Cette théorie a pris en Allemagne dès le début une forme particulière, à demi-religieuse, à demi-poétique. La plupart des intellectuels ont professé que la race germanique était la plus parfaite expression de l'humanité, qu'elle était la moins mêlée de sang étranger, la plus pure moralement et physiquement, et que le peuple germain était le peuple élu de Dieu. Il faut remonter à l'Antiquité biblique ou assyrienne pour trouver une adoration aussi naïvement monstrueuse d'un peuple par lui-même. C'est exactement l'état d'esprit des tribus primitives. C'est ce culte, si étroitement nationaliste, qui est passé des lettrés à la population tout entière et qui a véritablement transformé l'Allemagne. Il est né des malheurs du pays et il a fait la force du peuple Allemand, jusqu'au jour où l'orgueil national, entretenu par tant de victoires et tant de prospérité, s'est tourné en féroce et en folie. Les savants s'étaient persuadés que toutes les terres qui avaient jadis été envahies par les Barbares Germains appartenaient par droit de conquête et pour l'éternité à l'Allemagne ; cette conviction propagée par les instituteurs, avait gagné le peuple tout entier. — Il ne faut pas croire que les princes ou les rois aient favorisé dès le début une pareille doctrine. Outre qu'elle était, au fond, contraire à la constitution de l'Autriche-Hongrie, elle s'accompagnait à l'origine d'un libéralisme constitutionnel qui leur paraissait venir en droite ligne de la Révolution et qui les inquiétait. Aussi ; tandis qu'en Italie, la maison de Savoie adopta à la fois les théories nationales et les théories libérales du grand parti de l'unité italienne, en Allemagne, au contraire, les princes qui s'étaient servis en 1813 contre Napoléon des forces populaires, s'empêchèrent dès 1815 d'oublier leurs promesses. Les traités de Vienne consacreront en 1815 la vieille politique purement territoriale et la Sainte-Alliance fut dirigée en 1821 contre les idées constitutionnelles. Libéralisme et nationalisme allaient donc de pair à cette époque et devenaient presque inséparables.

Il y a plus. L'Allemagne a connu un *Parlement vraiment national*. C'est en 1848. Elle formait alors une sorte de république de principautés. Les émeutes que provoqua dans toute l'Europe notre Révolution de 1848 entraînaient la création d'un Parlement de la Confédération germanique, formé par les membres de toutes les Chambres de députés de tous les Etats de l'Allemagne. Or il arriva que ce Parlement fut beaucoup plus avide de conquêtes et plus agressif à l'égard des peuples voisins que ne l'avaient jamais été les rois de Prusse ou les empereurs. Il déclara sans doute le suffrage universel. Mais il refusa aux peuples de langue étrangère la liberté qu'il demandait pour les Allemands. C'est ce Parlement qui incorpora à l'Empire le Grand duché de Posen, qui faisait partie intégrante de la Pologne et qui était presque exclusivement peuplé de Polonais. C'est lui qui se déclara contre la Révolution Hongroise, qui félicita le général Windischgraetz d'avoir bombardé Prague et dompté les Tchèques révoltés. C'est lui qui applaudit au général qui déclarait que l'Empire Allemand devait s'étendre jusqu'au Minio. C'est lui enfin qui voulait chasser les Danois du Slesvig et du Holstein, les Français de l'Alsace et de la Lorraine, et qui réclamait tranquillement les Pays-Bas et la Belgique comme faisant partie de l'héritage de Charles le Téméraire passé par les femmes dans l'Empire allemand ! L'absolutisme du roi de Prusse s'inquiéta des projets constitutionnels de ce Parlement ; et il le chassa de Francfort. Mais il est aisé de voir qu'en ce qui concerne la politique extérieure, le Parlement de Francfort était plus intrinsèque que Bismarck. Au fond, l'œuvre de Bismarck a consisté uniquement à exploiter au profit de la Prusse les idées d'unification que la jeunesse universitaire avait développées en Allemagne. On peut même dire qu'il est allé moins loin que le Parlement de Francfort, puisqu'il a laissé l'Autriche en dehors de la Germanie. Ses successeurs ont vu plus grand : ils ont essayé de coloniser l'Europe orientale par le moyen de l'Autriche et des Hongrois, l'Autriche étant destinée à germaniser les Yougo-Slaves, les Hongrois à « magyariser » ou à dominer les Roumains de Transylvanie et les Slaves des Balkans.

IV. Le Parlement allemand voudrait reprendre l'œuvre du Parlement de Francfort.

Aujourd'hui que les Habsbourg ont sombré et que les Hohenzollern sont menacés, les Parlementaires allemands essaient d'exploiter la défaite en reprenant l'œuvre du Parlement de Francfort. Ils ne voudraient pas rendre l'Alsace-Lorraine, ils voudraient garder la Silésie ; ils n'admettent pas qu'il y ait une question du Slesvig et ils crient comme des brûlés à l'idée que la Pologne aurait, comme par le passé, un débouché sur la mer Baltique. D'autre part, ils revendiquent tous les territoires de langue allemande, notamment l'Autriche et le bassin de l'Eger en Bohême. Ainsi l'Allemagne, grâce à sa défaite, serait enfin arrivée à réaliser l'unification. Elle gagnerait ainsi la guerre, même après la perte du Slesvig, de l'Alsace-Lorraine et de la Pologne. Or elle demande ces avantages au nom même du principe des nationalités. Et, comme le président Wilson a inscrit ce principe dans son programme, elle le somme de tenir parole. Son plan est aisé à deviner : Elle veut profiter du principe des nationalités pour achever son unité et constituer la grande Germanie. Elle veut en profiter aussi pour semer la discorde parmi les petits peuples qui sont entrés dans la lutte à côté de l'Entente et pour les enrôler dans sa clientèle, comme elle y avait attiré successivement les Hongrois en 1878, les Italiens en 1887, les Bulgares et les Turcs en 1913, la Russie socialiste en 1917. En ce qui concerne l'unification de l'Allemagne, les desseins de Berlin ne sont nullement mystérieux. Déjà une partie des Allemands d'Autriche ont manifesté hautement leur intention de se joindre à leurs frères de l'Empire allemand, et des troupes bavaroises viennent d'occuper le Tyrol Autrichien. Et déjà aussi quelques-uns de nos journaux nous assurent que cette réunion est un mal inévitable, et qu'il faut s'y résigner, ne fût-ce que pour rester fidèle aux principes des nationalités ! Il est inutile d'énumérer longuement les avantages que l'unification de la Germanie apporterait à l'Allemagne. Elle formerait de la Baltique et de la Mer du Nord à la Drave et à la Haute-Adige un groupe ethnique homogène de 80 millions d'habitants, deux fois plus fort que la France, et très supérieur à ses autres voisins. Cette masse intercepterait les communications entre l'Occident et l'Orient. Le peuple allemand, conscient de son unité et de sa force, ne gèrerait de la guerre que le souvenir d'une vaste mêlée héroïque où la « vertueuse » Allemagne, assaillie par le monde entier, « écrasait pendant 4 ans tous ses ennemis, renversait le colosse Prusse, menaçait la route des Indes, comme celle de l'Océan Glacial, épouvantait l'Angleterre et les Etats-Unis, ruinait la France et bombardait Paris ». Déjà beaucoup d'Allemands, voyant que Guillaume II

sera forcé d'abdiquer, se laissent gagner par l'attendrissement et regardent leur empereur comme une victime de la méchanceté des Alliés. Une légende se créerait ainsi comme il s'en est créée une autour de Napoléon ; elle serait beaucoup moins justifiée, mais elle ne serait pas moins glorieuse. Et le peuple allemand finirait par croire qu'après avoir connu la victoire pendant 4 ans et la défaite pendant 3 mois, son Empereur s'est immolé au principe des nationalités pour que la défaite elle-même tournât au bien de l'Allemagne. On devine le ravage que ferait dans les esprits cette sorte d'épopée romantique et combien le patriotisme et le désir d'une revanche sanglante en seraient fortifiés. D'autre part le principe des nationalités offre à l'Allemagne une belle occasion d'exploiter à son profit les ambitions des peuples qui vont se constituer en corps de nation. Les peuples jeunes sont aisément susceptibles et irritables. Leur patriotisme ombrageux ne distingue pas entre l'ennemi séculaire qui les a tenus plusieurs siècles dans l'esclavage le plus cruel et le libérateur de la veille qui n'a pas pu ou n'a pas voulu contenter tous leurs desirs ou toutes leurs ambitions. Témoins les Bulgares qui, après avoir été délivrés de la domination turque par les Russes en 1877, en sont venus à détester la Russie parce qu'elle ne voulait pas les laisser venir à Constantinople, et se sont alliés contre elle à l'Allemagne qui, en 1878, avait empêché les Russes de constituer la Grande Bulgarie. Témoin l'Italie qui, vers 1890, était sur le point de nous déclarer la guerre. Or les germes de guerre ne manquent pas dans la Péninsule des Balkans comme dans l'Empire Austro-Hongrois qui vient de s'écrouler. Les Yougo-Slaves et les Italiens revendiquaient les mêmes territoires. Et, quoique l'accord ait fini par se faire entre eux, on a pu voir ces jours-ci des Croates réclamer bruyamment tout le pays qui va de l'Isonzo au Vardar. Cela veut dire en français qu'ils voudraient s'emparer des villes de Gorizia et de Trieste qui sont incontestablement italiennes. Inversement, les impérialistes Italiens ont des appétits démesurés. L'Empereur d'Autriche, en livrant sa flotte aux Croates, a voulu évidemment préparer un sujet de querelles entre l'Italie et la Croatie. De même, il peut y avoir conflit entre les Serbo-Croates et les Roumains au sujet du Banat de Temesvar.

De même encore il ne sera pas facile d'accommoder les Polonais et les Ruthènes qui revendiquent également la partie de la Galicie qui est au delà du fleuve San, affluent de la Vistule (1). Enfin les Hongrois, qui veulent à tout prix garder la Transylvanie, qui est peuplée de Roumains, essaient de gagner les Alliés en proclamant le suffrage universel et l'autonomie pour tous les peuples du royaume de Hongrie. S'ils y réussissent, ils brouillent les Alliés avec les Serbes, les Slovaques et les Roumains. Si, comme tout le fait penser, ils échouent, il restera chez eux de sourdes et profondes rancunes. On voit dès lors le dessein de l'Allemagne. Elle veut recommencer avec tous ces peuples le jeu qui lui a réussi avec les Turcs et avec les Bulgares. Elle profitera de nos fautes pour les attirer dans son orbite. Elle prévoit le temps et elle cherche à faire naître les occasions où elle pourra dire : « Mon Empereur a commis des fautes, mais dès que j'ai proclamé la République ou la monarchie constitutionnelle, j'ai proclamé aussi le principe des nationalités. Je le proclame chez moi, je le soutiens chez les autres. Les Alliés vous ont trahis. Groupez-vous autour de moi. Je ne veux pas pour le moment recommencer la guerre, mais, quand le temps sera venu, je vous aiderai. En attendant, concluez avec moi des traités de commerce, faisons une union douanière, apprenez ma langue en même temps que la vôtre. Vous êtes obligés d'avoir recours à nous pour vos études scientifiques et pour votre commerce. L'Allemand sera pour vous la langue des relations internationales. » Devenue ainsi un centre d'attraction pour les peuples voisins, l'Allemagne reconstituerait « la Mittel-Europa » que la guerre devait créer ou organiser à son profit. Elle sortirait plus redoutable de ses ruines. Je m'abstiens pour le moment de parler de la Russie et du travail de pénétration et de dissolution que les Allemands y ont accompli.

On le voit. Le danger est grand pour les Alliés et pour la tranquillité future du monde. J'essaierai d'étudier une autre fois les diverses solutions qu'on a proposées aux difficultés que fera naître l'écroulement de l'Autriche. Mais il est clair que le problème le plus difficile à résoudre est celui du statut de l'Allemagne. Doit-on et peut-on suivre jusqu'au bout le principe des nationalités ? Si on ne le suit pas, que doit-on faire ? Si on le suit, quelles précautions faut-il prendre ou quelles compensations faut-il demander ? C'est ce que les diplo-

mates, les hommes d'Etat, les publicistes recherchent avec ardeur. Ils ne paraissent pas jusqu'ici être parvenus à se mettre d'accord. On connaît le mot de Catherine de Médicis à son fils Henri III après l'assassinat du duc de Guise : « Ce n'est pas tout de tailler ; il faut savoir recoudre. » Jamais parole ne s'applique mieux que celle-là à la situation actuelle.

D.-A. F.

C'est la fin

Les nouvelles se précipitent, nous touchons au but. Il se peut que l'armistice ne soit pas signé dans le délai fixé. Qui le signerait ? L'Allemagne est en pleine révolution. Mais on aurait tort de s'alarmer du retard. Qui pourrait croire que les soldats allemands, totalement démoralisés, vont continuer à se battre pour... l'ex-roi de Prusse ! On aura beau couper les communications entre l'armée et l'arrière, les troupes boches apprendront... apprennent, déjà, (ne serait-ce que par les journaux jetés, certainement, par nos avions), que Guillaume et le kronprinz sont chassés par la nation. Dès lors, où puiseraient-ils la foi nécessaire à la lutte ? On se bat pour un idéal. Où est celui des actuels soldats d'Hindenburg ? Culbutés sans répit depuis 3 mois, ils sont en pleine déroute. Pense-t-on que ces hommes vont songer à autre chose, maintenant, qu'à sauver leur peau ? Quelques-uns peut-être. La majorité, non ! C'est humain.

Donc, si l'armistice ne peut être actuellement signé, les Alliés vont, par une MARCHÉ RAPIDE, atteindre la frontière allemande et pénétrer dans le pays.

Alors, les Allemands saisissant davantage encore l'urgence d'une capitulation totale et immédiate, trouveront le moyen de s'exécuter.

Que le public patiente encore un peu. Il est possible, malgré tout, que Berlin s'arrange pour signer l'armistice avant demain. Dans le cas contraire, la FIN ne sera retardée que d'un délai infime. Rien ne pourrait arrêter, désormais, la course au Rhin... et au delà !

La victoire est totale dès aujourd'hui.

Gloire aux armées alliées et à nos immortels poilus.

A. C.

Informations

La Chambre a discuté hier le projet relatif à l'exploitation des chemins de fer pendant la guerre. MM. Margaine, Tournade, Angagneur, Jobert combattent le projet dont la discussion est renvoyée.

— Le Sénat renvoie à la Commission un projet de loi tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote.

— Le fameux croiseur boche « Goeben » a été capturé dans la mer Noire et interné en Turquie.

— Trostky, le triste bolcheviste, a démissionné.

Chronique locale

Le Kaiser a abdiqué

Le Kaiser a abdiqué. La nouvelle qui nous fut adressée samedi soir, trop tard pour être insérée dans le *Journal du Lot*, a été néanmoins affichée, par nos soins, sur les Boulevards où elle a produit une vive satisfaction.

Citation à l'ordre de la division

Notre compatriote, M. Albert Valat, médecin aide-major, ancien élève du lycée Gambetta, fils du docteur Valat, a été cité en ces termes à l'ordre de l'Armée :

« D'une haute valeur morale, d'un courage merveilleux, toujours plein d'entrain et de bonne humeur, réconfortant par sa gaieté les blessés qu'il soigne avec un dévouement digne des plus grands éloges. Joint à ses qualités professionnelles celles d'un chef énergique.

« Le 8 octobre 1918, malgré une violente rafale de mitrailleuses, alors que tous lui en montraient le danger, est allé panser les blessés sur le terrain de combat, donnant

ainsi la preuve du plus grand courage et d'un mépris absolu du danger. »
Nos félicitations au jeune et vaillant docteur.

Evadé

Notre compatriote, Henri Pons, soldat au 205^e d'infanterie, originaire de Figeac, qui avait été fait prisonnier le 9 juin, s'est évadé et est rentré dans les lignes françaises le 8 octobre.

Les œufs

Le Commissaire de police de Gourdon a saisi, vendredi, chez divers commerçants de cette ville, 151 douzaines d'œufs qui ont été livrés au public au prix de la taxe.

AVIS DE DÉCÈS

Madame veuve BERTIN, née ASTRUC et son fils; Madame et Monsieur BERTIN, propriétaires à Lombez; Madame et Monsieur DAVEZAC et leur famille; Madame et Monsieur ASTRUC, propriétaires; Madame et Monsieur Léopold MIQUEL, vétérinaire et leur famille et tous les autres parents, ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent de faire en la personne de

Monsieur Marius BERTIN

Receveur des Contributions Indirectes à Puy-l'Evêque.

décédé le 8 novembre 1918 à Puy-l'Evêque, à l'âge de 46 ans, et vous prient d'assister à ses obsèques qui auront lieu le lundi 11 courant à 15 heures.

Réunion à la Gare.

NOS DÉPÊCHES

Les communiqués

LA DÉBACLE

La poursuite continue sur tout le front. L'avance est rapide. L'ennemi se replie en désordre abandonnant un matériel formidable.

Les Anglais ont pris Tournai et Antoing, ils sont aux portes de Mons. Le front descend ensuite vers le sud en bordant à peu de chose près la frontière. Il n'y a plus sur ce point qu'une légère bande occupée par l'ennemi... pour quelques heures encore.

Les armées françaises ont fait, de leur côté, un nouveau bond en avant de 15 km. Nous sommes aux lisières de Mézières et nos soldats ont franchi la Meuse à Lumes, au sud de Mézières. C'est un événement très grave pour les Boches.

Les Américains ont également franchi le fleuve à Stenay et ils marquent une progression considérable dans toute la Wœvre. Nulle part on ne rencontre plus de résistance sérieuse. L'ennemi cherche simplement à couvrir sa retraite avec de l'artillerie et des mitrailleuses, mais il ne parvient pas à entraver l'avance triomphale.

La fin est proche !...

Paris, 11 h. 55.

Le ravitaillement allemand COMPROMIS

De Zurich : A la suite de perturbations, le ravitaillement des grands centres et spécialement de Berlin est fortement compromis.

Herr Ebert Nouveau Chancelier

De Zurich : Herr Ebert, le leader socialiste qui prend les fonctions de chancelier est un ancien sellier. Il est âgé de 47 ans. Il est un homme d'action et de décision. Il est possible qu'il soit président de la République allemande.

[Pour le moment ne nous laissons pas entraîner par des espoirs chimériques et n'oublions pas que Ebert, comme les autres, a secondé par ses votes et son action, le crime de 1914.]

Les Bavarois évacuent le Tyrol

De Zurich : Les représentants de la nouvelle république bavaroise ont déclaré que le nouveau gouvernement fera évacuer le Tyrol par les troupes bavaroises.

Les frontières fermées

De Bâle : Les frontières Austro-Allemandes sont complètement fermées aux Allemands à dater d'aujourd'hui.

INVRAISEMBLABLE !

Il lui reste un ami !!!

De Bâle : Le comte Boutinck, ami de Guillaume, a mis à sa disposition son château en Hollande.

Le territoire français va être libéré

En attendant l'armistice, nous poursuivons notre avance générale. Il est possible que le territoire français soit entièrement libéré au moment de la signature.

[Voilà qui justifiera les drapeaux anticipés !!!]

Paris, 13 h. 30.

LA RÉPONSE

Le courrier allemand est arrivé ce matin à dix heures au grand quartier général allemand.

[Il y a sans doute une erreur de transmission. Il doit falloir lire du grand.... Dans ce cas, le pays sera bientôt fixé.]

La révolution allemande Le nouveau Gouvernement

De Berne : La révolution allemande s'est accomplie sans effusion de sang. Le Prince Max de Bade et tous les membres bourgeois du Cabinet sont partis.

Ebert est chancelier. Il adresse une proclamation au pays, disant : Le nouveau gouvernement sera un gouvernement populaire ; il devra s'efforcer de procurer, le plus rapidement possible, la paix au peuple allemand et consolider la liberté qu'il a conquise.

La transformation politique ne doit pas troubler le ravitaillement. Nous devons veiller à l'ordre et au calme.

[On voit que le gouvernement s'impose comme premier devoir de signer la paix au plus tôt. C'est bien la fin, à bref délai.]

COMMUNIQUÉ DU 10 Novembre

La poursuite

La poursuite a repris ce matin dans de bonnes conditions. A l'ouest de Mézières, nos troupes ont dépassé la Sorbonne, enlevé le village de ce nom et atteint la route d'Etrson à Mézières au sud de Renvéz.

Sur notre droite, nous continuons à franchir la Meuse entre Lumes et Donchery.

Dans sa retraite, de plus en plus précipitée, l'ennemi abandonne partout un matériel considérable. Nous avons capturé notamment entre Anor et Momignies, des canons, de nombreux véhicules de toutes sortes et des trains entiers de chemin de fer.

Communiqué américain Vifs combats d'artillerie

Le long du front de la première armée, sur la rive ouest de la Meuse et de Mouzay jusqu'à Fresnes-en-Wœvre, la nuit a été marquée par de violents tirs d'artillerie et de vifs combats de mitrailleuses.

Communiqué anglais Aux portes de Mons

Sur tout le front, nos éléments avancés se tiennent en contact avec l'ennemi en retraite, nos troupes ont occupé le faubourg de Bertaimont aux lisières sud de Mons. Plus au nord, nous approchons de Leuze et nous nous sommes emparés de Renaix.

Emprunt 4 0/0 DE LA DEFENSE NATIONALE

La BANQUE DE FRANCE
reçoit les souscriptions

CULTIVATEURS PRÉVOYANTS Protégez vos récoltes par l'emploi du Pica-Corvicide Méridionale

Produit expérimenté et recommandé par le Ministère de l'Agriculture, la Direction des Eaux et Forêts, de nombreux Conseils généraux, et tout à fait souverain pour la destruction des animaux nuisibles : pies, corbeaux, geais, etc., etc.

Avec une boîte de ce produit (coût 6 fr. 50), on détruit des centaines de ces oiseaux.

Adresser lettres et commandes à M. Jean NUVILLE, Souillac (Lot).

Grande Pharmacie de la Croix Rouge En face le Théâtre, CAHORS

La Phosphode Garnal

Remplace l'Huile de foie de morue et les préparations ferrugineuses et iodées

pour le traitement et la guérison des Maladies de la poitrine, Maladies des os, Maladies des enfants, Rhumatismes, Engorgements ganglionnaires, Toux opiniâtre, Furoncles, etc.

Le propriétaire-gérant: A. COUESLANT

4^e Emprunt

DE LA DÉFENSE NATIONALE

« J'appellerai cet Emprunt, l'Emprunt de la Libération. Cette libération nous la voulons et l'espérons complète dans le plus bref délai possible. Et je suis convaincu que pour cette tâche affluera l'argent de l'Épargne Française ».

(L. L. KLOTZ, Ministre des Finances).

La nouvelle rente est *exempte d'impôts*. Elle jouit des mêmes privilèges que les rentes 5 % 1915, 1916 et 4 % 1917. Elle est admise par l'Etat en paiement de l'impôt sur les bénéfices de guerre. Elle est à l'abri de toute conversion pendant 25 ans. Elle comporte une prime de remboursement de 29 fr. 20 pour un montant nominal de 100 francs égale à 41,24 % du capital versé à la souscription.

Prix d'Émission : 70 fr. 80

Revenu réel : 5 fr. 65 %

Le Souscripteur peut demander à bénéficier de la libération en quatre termes échelonnés de la manière suivante : 12 fr. en souscrivant ; 19 fr. 70 le 16 Janvier 1919 ; 20 fr. le 1^{er} Mars 1919 et 20 fr. le 16 Avril 1919.

La souscription est ouverte du 20 Octobre au 24 Novembre 1918.

La BANQUE DE FRANCE admettra cette rente en garantie d'escompte et d'avances.

LES SOUSCRIPTIONS SONT REÇUES PARTOUT

Caisse Centrale du Trésor (Pavillon de Flore), Trésoreries Générales, Recettes des Finances, Perceptions, Recettes de l'Enregistrement, des Douanes et des Contributions indirectes, Bureaux de Postes, Caisse des Dépôts et Consignations, Banque de France, Banque de l'Algérie, Recette Municipale de la Ville de Paris, Caisses d'Épargne, Banques et Établissements de crédit, Agents de change, Notaires, etc.